

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-mensonge-du-Kosovo-en-Allemagne-et-ailleurs>

Le mensonge du Kosovo en Allemagne [et ailleurs]

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : jeudi 28 mars 2019

Description :

La mentira de Kosovo en Alemania. Hace veinte años la opinión pública europea fue intoxicada con una eficacia que antes solo funcionaba en Estados Unidos
(...) Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il y a vingt ans l'opinion publique européenne a été intoxiquée avec une efficacité qui auparavant fonctionnait seulement aux États-Unis.

La virtuelle successeur de Merkel à la tête de la CDU, et peut-être plus vite que prévu la future chancelière de l'Allemagne, Annegret Kramp-Karrenbauer, a débuté dans la politique européenne avec une feuille de route au ton indubitablement teutonique dirigé au Président français, Emmanuel Macron. Elle y détruit les illusions ingénues de celui-ci au sujet d'une réforme de l'UE dans un commun accord avec l'Allemagne. Dans la future chronique de la désintégration de l'UE, cette lettre ne sera même pas mémorisée comme preuve de l'inexistence de « l'axe franco-allemand », donc cela ne vaut pas la peine de s'arrêter sur elle. Cependant, elle contient un détail très significatif du moment dans lequel nous vivons : le nouveau leader de la droite allemande propose de « *souligner le rôle de l'Union Européenne dans le monde en tant que puissance de paix et de sécurité* » en construisant ... un porte-avions européen commun. Quelle grande idée ! La ténacité de la droite allemande et de ses partenaires sociaux-démocrates et verts dans la reprise du militarisme national est louable.

Depuis sa création en 1955, l'armée allemande actuelle, *Bundeswehr*, a été conçue comme un appareil défensif. En décembre 1989, le programme du SPD consacrait comme principes de la politique extérieure et de la sécurité de l'Allemagne, la « *sécurité commune* » et le « *désarmement* ». « *Notre but est de dissoudre les blocs militaires grâce à un ordre européen de paix* », disait ce programme. « *Le naufrage du bloc de l'est réduit le sens des alliances militaires et augmente celui des alliances politiques (...) la perspective est ouverte pour une fin du stationnement des forces armées US et Soviétiques en dehors de leur territoire en Europe* ». Ce programme n'a pas changé jusqu'à 2007. Depuis lors, cela fait longtemps qu'il a expiré. Exactement depuis huit ans.

Le 24 mars, c'était il y a vingt ans qu'avait débuté le bombardement de ce qui restait de la Yougoslavie, connu comme la « *Guerre du Kosovo* ». Pour l'Allemagne cette participation dans une opération illégale de l'OTAN fut la première opération militaire extérieure depuis Hitler. Depuis ce temps-là, « la sécurité de l'Allemagne se défend dans l'Hindukush », comme l'a dit en 2009 le ministre de la Défense Peter Struck. Aussi en Afrique et là où l'accès germano/européen aux ressources naturelles et aux routes commerciales l'exige, comme l'a établi en son temps clairement la chancelière (sortante) Angela Merkel.

Cette première au Kosovo a commencé avec un mensonge. Comme au Viêt-Nam, comme en Irak et tant d'autres guerres (rappelons le rapport de l'agence Efe de septembre 1939, rendant compte de l'attaque de la Pologne contre l'Allemagne). Le premier mensonge du Kosovo a été le massacre de Rachak.

Rachak et le policier Hensch

Rachak et Rugovo sont deux villages du nord-ouest du Kosovo, au sud de la capitale de district de Pec. Avec la frontière albanaise tout près, en 1998, la région était une zone d'action du groupe de guerilleros albanais UCK, soutenu et financé par l'OTAN, la CIA et le service secret britannique.

Cette année là, l'UCK a commis tant d'excès avec les serbes civils, gitans et des Albanais « collaborateurs » que son chef local, Ramush Haradinaj, en suite Premier ministre du Kosovo s'est même trouvé à être jugé par le tribunal à La Haye pour crimes de guerre, tribunal qui était aux ordres de l'OTAN. Haradinaj a été acquitté, notamment parce que neuf des dix témoins qui devaient déclarés contre lui ont été éliminés avant que les autres ne puissent le faire,

certains dans « des accidents de la circulation », dans « des bagarres de bar », d'autres dans des attentats. Ainsi jusqu'à neuf. Quoiqu'il en soit, au début de 1999 l'armée yougoslave a répondu très fortement à cette offensive de l'UCK télécommandée par l'OTAN, par une contre-offensive.

Près de Rachak et Rugova quelques dizaines de guérilleros albanais sont tombés dans des embuscades de l'armée. Henning Hensch, un policier allemand à la retraite avec affilié au SPD, se trouvait là. Il était un de ceux choisis par le ministère des Relations Extérieures pour grossir les équipes d'observateurs de l'OSCE au Kosovo. En cette qualité, il a agi comme expert à Rachak et Rugovo. Il a vu les guérilleros morts avec leurs armes, acreditations et emblèmes de l'UCK cousus sur leurs vareuses. A Rugovo, les yougoslaves ont rassemblé les cadavres au village et les observateurs de l'OSCE ont fait des photos.

« Ces photos, convenablement filtrées de toute trace d'armes et d'emblèmes de l'UCK, ont fait passer ce qui a été un affrontement militaire avec des groupes armés, pour les preuves d'un massacre de civils », m'a expliqué Hensch en 2012. « Les deux factions commettaient exactement les mêmes crimes, mais il fallait seulement mettre toute la responsabilité sur l'une d'elle », disait le policier retraité.

Le 27 avril le ministre de la Défense social-démocrate de l'époque, Rudolf Scharping, a présenté dans une conférence de presse ces photos dans lesquelles on voyait les cadavres des guérilleros empilés dans le rôle d'innocents civils massacrés. Le jour suivant, le quotidien *Bild* faisait avec l'une d'elles sa couverture avec le titre : « A cause de cela nous faisons la guerre ».

« C'était un pays opposé à la guerre et ils ont obtenu que, pour la première fois en plus de cinquante ans, il s'immisce dans une guerre », expliquait par téléphone Hensch, avec une grande tristesse. « Avant cette expérience, je n'ai jamais imaginé que dans mon pays quelque chose de pareil pouvait se passer, c'est-à-dire que le gouvernement et la presse mentent à l'unisson et trompent la population ».

Pour violer le consensus basique de la société allemande contre l'interventionnisme militaire, l'OTAN, le gouvernement social-démocrate et verts (1998-2005) et les médias, s'y sont mis à fond.

Le « *Media Operation Center* » de l'OTAN dirigé par l'infâme Jamie Shea, attaché au secrétaire général, Javier Solana (à son tour subordonné au Pentagone), a été une usine de mensonges que les journalistes retransmettaient. Shea, un homme déshonnête, disait que le truc était de « maintenir les journalistes les plus occupés possibles, en les nourrissant constamment avec des *briefings*, de telle manière qu'ils n'ont pas de temps pour chercher une information par eux-mêmes ». Des années après Shea a expliqué que, « si nous avions perdu l'opinion publique allemande, nous l'aurions perdue dans toute l'Europe ».

Fabriquer la version du conflit

Le récit de l'ensemble de la guerre des Balkans a été basé sur un phénoménal tas de mensonges, amnésies et omissions. L'opinion publique européenne a été intoxiquée avec une efficacité que, jusqu'alors, en occident, on considérait seulement possible aux États-Unis.

Comme aujourd'hui on le sait parfaitement, avant l'intervention de l'OTAN il n'y avait pas de conflit au Kosovo, de « catastrophe humanitaire » que les puissances ont inventée pour intervenir, mais il y avait une violence qui en 1998 est partie de l'UCK et à laquelle l'armée yougoslave a répondu par la même violence, ont expliqué des membres de l'équipe de l'OSCE comme le général allemand à la retraite Heinz Loquai et la diplomate étasunienne Norma

Le mensonge du Kosovo en Allemagne [et ailleurs]

Brown dans un documentaire de la chaîne de télévision allemande ARD diffusé en 2012 (« *Il Es began mit einer Lüge* » - ça commencé avec un mensonge).

Les médias allemands ont ignoré trois données fondamentales :

1 - l'hostilité traditionnelle de leur pays envers la Yougoslavie, que des quotidiens comme le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, et le *Die Welt*, ainsi que l'hebdomadaire *Der Spiegel* considéraient comme une « création artificielle ».
2 - Le fait que tant les croates que les bosniaques musulmans, dirigés dans les années quatre-vingt-dix par des leaders du même modèle que Milosevic, qui avaient été alliés de l'Allemagne nazi dans la deuxième guerre mondiale et participé, avec les Allemands, au génocide d'un million de serbes déchainé alors par les nazis. Et
3 - la nature illégale des actions militaires de l'OTAN du point de vue de la loi internationale. Le ministre des Affaires Etrangères vert Josef Fischer a comparé « les serbes » aux nazis et le conflit du Kosovo avec Auschwitz, comparaisons que le Général Loquai qualifie de monstrueuses, « spécialement dans la bouche d'un allemand ».

Certains des mensonges concrets et ponctuels furent les suivants :

Le catalogue de Scharping

Le ministre de la Défense [Rudolf Scharping](#) a dit avant l'intervention que les serbes avaient tué 100 000 Albanais au Kosovo. La réalité est qu'ont été comptabilisés entre cinq mille et sept mille, morts et disparus, de toutes les factions jointes et y compris les victimes de bombes de l'OTAN.

Scharping a souscrit à la légende étasunienne du « [Plan fer à cheval](#) » de Milosevic : entourer la population albanaise et la déporter avant le commencement des bombardements. Il a mentionné « l'expulsion de millions » et « 400 000 réfugiés » Albanais avant le commencement de l'opération de l'OTAN. La réalité est que pour l'été 1999, à quelques semaines de l'occupation du Kosovo par l'OTAN, 230 000 serbes, gitans, monténégrins et « collaborateurs » albanais ont été expulsés du Kosovo tandis que dans la région il y avait 46 000 soldats de l'OTAN c'est-à-dire un pour quatre expulsés. Une « purification ethnique » authentique sous l'occupation militaire de l'OTAN.

Les villages qui avaient été détruits après le commencement de la guerre par l'OTAN ont été présentés comme ayant été détruits avant, comme appât pour commencer la guerre.

On a occulté que la misère des réfugiés albanais et leur débandade était aussi la conséquence des attaques de l'OTAN.

Scharping a fait part de l'inexistant « *camp de concentration* » de Milosevic dans le stade de Pristina avec « quelques milliers d'internés ». Dix ans après, le ministre a dit que c'était seulement des « soupçons ».

On a faussement informé que « cinq dirigeants albanais » avaient été exécutés et « vingt professeurs » Albanais fusillés devant leurs élèves.

Tout cela a été fait pour justifier plus de 6 000 attaques de l'OTAN sans l'ordre de l'ONU dont le sens était de démontrer que l'OTAN avait une raison d'exister et de profiter des violences - aggravées par l'intervention des puissances - pour dissoudre la Yougoslavie, un Etat anormal dans le nouvel ordre européen postérieur à la fin de la guerre froide. Aucun homme politique et média de communication ne s'est excusé et la même constellation agit, et elle est bien préparée et huilée pour agir, dans les conflits du présent et de l'avenir.

Et cependant ...

Selon une enquête réalisée en février pour l'ONG atlantiste *Atlantikbrücke* [1], les Allemands continuent à rejeter fortement les interventions militaires de leur armée à l'étranger, commencées il y a 20 ans en Yougoslavie : seulement 14 % les appuient, contre 77 % qui les rejettent.

P.S. ce n'est pas l'unique échec du complexe politico-médiatique local. Bien depuis des années ils sont bombardés par la diabolisation de la Russie de Poutine, les Allemands estiment Trump beaucoup moins fiable (82 %) que le président russe (56 %), et même ils considèrent la Chine comme un associé moins douteux (42 %) que les États-Unis (86 %), selon la même enquête. Cette opinion contredit directement les dernières résolutions du Parlement Européen en faveur de l'augmentation des sanctions contre la Russie, le pays duquel on ne peut se considérer comme un « *associé stratégique* », remarque la résolution voté ce mois par 402 députés, contre 163 (et 89 abstentions). En même temps, la Commission a déclaré la Chine comme un « *rival systémique* » dans une résolution qui a coïncidé presque avec le vote au Parlement Européen. L'UE qualifie ainsi, simultanément, comment quasi ennemis la Chine et la Russie. L'intention est d'isoler ces puissances, mais en tenant compte de l'état des relations avec les États-Unis, ainsi avec le processus de fragmentation croissante de l'UE, il est légitime, de se demander qui est l'isolé.

Rafael Poch de Feliu* pour son [Blog personnel](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, le 20 mars 2019.

[* **Rafael Poch-de-Feliu** (Barcelone, 1956) a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 28 mars 2019

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] Atlantik-Brücke est la principale ONG qui promeut l'entente germano-étasunienne et l'atlantisme. Fondée à Hambourg en 1952, elle était à Bonn entre 1983 et 1999 et maintenant se trouve à Berlin.NDLT